

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan Dossier

N° 469 du 09.01.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

**'La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être'.
(MICHEL BOUNAN)**

• Les médias occidentaux pro USA utilisent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

b) sur le site :

www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html> & <http://boycottisraelinternational.com>

d) sur le site de Eva R-sistons: - <http://no-war.over-blog.com/>

Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail, une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

1 Médias et Manipulation de l'opinion.

1-1 Laure Daussy : Qui a vraiment coupé le nez d'Aïcha ?

1-2 Le nez mutilé de Bibi Aïcha.

2 Les Brèves

2-1 Pour les guerres, aucune restriction de budget.

2-2 Gates cherche une nouvelle équipe pour les assassinats ciblés.

2-3 [L'Iran bloque le transit de carburant.](#)

2-4 Guantanamo : Les Brèves

1 [La Maison Blanche : le camp de Guantanamo ne sera pas fermé.](#)

Fin

3 Dossiers

3-1 Manlio Dinucci : Escalade high-tech en Afghanistan.

3-2 Dexter Filkins, Via l'aide américaine, des chefs de guerres construisent l'empire afghan.

3-3 Dexter Filkins : Tirin Kot, Afghanistan.

3-4 Guantanamo : Les dossiers

1 [Guantanamo ne sera pas fermée de sitôt...](#)

2 La nouvelle politique relative aux prisonniers en Afghanistan pourrait bafouer le droit international.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 L'appui matériel à la résistance afghan est une « activité terroriste »...

4-2 Retrait des troupes militaires canadiennes de l'Afghanistan.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

1-1 Laure Daussy : Qui a vraiment coupé le nez d'Aïsha ?

Certains chercheurs disculpent les Résistants

Et si ce n'étaient pas les Résistants ?

La Une du magazine américain Time, la semaine dernière, montrait une jeune femme, Aïsha, 18 ans, avec un trou béant à la place du nez. Selon Time, cette mutilation a été ordonnée par des Résistants. Mais une politologue, spécialiste de l'Afghanistan, Mariam Abou Zahab, a catégoriquement réfuté cette version dans l'émission "C dans l'air", le 9 août. [...].

Après le démenti des Résistants eux-mêmes, après la mise en cause de la journaliste de Time pour conflit d'intérêt, ces doutes fragilisent encore le "story telling" de l'hebdomadaire américain.

En Une de Time, cette photo d'une jeune femme, Aïsha, 18 ans, avec le nez et les oreilles tranchés, "punie" pour avoir fui son mari violent et sa belle-famille, qui la traitait comme une esclave. Qui est le responsable de cette mutilation ? Selon l'article du Time, il s'agit d'une sentence ordonnée par un commandant local taliban, de la province d'Uruzgan. Il aurait même affirmé, selon le journal, qu'il voulait faire de la jeune femme "un exemple", afin que "les autres filles du village n'essayent pas de faire la même chose". Les Résistants ont ensuite démenti, sur leur site, expliquant qu'ils condamnent ce type de pratique puisqu'elle n'est pas autorisée par la Charia. Nous vous en parlions dans un article ici. Leurs propos sont à prendre avec précaution [*aucune précaution par contre face aux propos des médias occidentaux bien sûr*]. Néanmoins, une politologue semble confirmer ce démenti.

[...]

Abou Zahab fustige donc la couverture de Time, qui a choisi, comme titre, à côté de cette photo : "What happens if we leave Afghanistan", "Ce qui se passera si nous partons". Elle la juge "scandaleuse". "On exploite l'ignorance de ce qu'est l'Afghanistan pour faire de la propagande afin de justifier le maintien de l'armée américaine", dénonce-t-elle. Elle est la première spécialiste, à notre connaissance, en France, à réfuter que cette mutilation soit l'oeuvre des Résistants. Pour autant, elle n'a pas été contactée par d'autres journaux. "Ce n'est pas vendeur, c'est plus simple de s'en prendre aux résistants".

[...]

Cette pratique semble donc relativement répandue, et ne pas avoir été inventée par les Résistants. Ont-ils pu, pour autant, décider de ce châtement pour la jeune Aïsha, comme ils ont prononcé, parfois, des sentences de lapidation ou de main coupée ? Difficile de le savoir. Chercheurs et ONG se retrouvent sur un point : affirmer de manière péremptoire que la mutilation de la jeune femme est le fait des Résistants est trop rapide. De même que faire croire que la situation des femmes en Afghanistan serait pire depuis les Résistants, et qu'il faudrait les combattre pour que tout aille mieux est "faux", martèle Françoise Bouchet-Saulnier, juriste à Médecins sans frontières, et invitée également sur le plateau de "C dans l'air". Contactée par @si, elle affirme : "Les mutilations physiques, les lapidations, existaient déjà avant la présence des Résistants. Toute cette région du monde est marquée par une culture traditionnelle qui ne respecte pas le droit des femmes. Time exploite un cas individuel dans un objectif de propagande".

Laure Daussy

19 août 2010

<http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=3262>

1-2 Le nez mutilé de Bibi Aïsha.

Cette crevasse au milieu du visage, cette béance à la place de ce qui fut un nez, voilà comment Bibi Aïsha était apparue au monde. C'était fin juillet à la "une" du magazine américain Time. La jeune Afghane de 18 ans offrait son visage mutilé, tailladé au coutelas. Comme on dépècerait un animal. Le châtement à la lame de boucher. Son crime ? S'être enfuie de chez elle, un village reculé de la province d'Uruzgan, où elle ne supportait plus les coups et les humiliations infligés par sa belle-famille. L'article de Time narrait son martyre, qui s'était produit un an

plus tôt, l'été 2009. Coiffant la photo de ce beau visage salement défiguré, le titre de la couverture du magazine a fait sensation : "*Ce qui arrivera si nous abandonnons l'Afghanistan.*"

La jeune Pachtoune illettrée d'Uruzgan, qui n'avait jamais vu d'étrangers de sa vie, devenait soudain une icône mondiale. La figure de l'oppression des femmes afghanes. Et un puissant argument dans la guerre de propagande que se livrent Américains et résistants.

Fin novembre, son beau-père, Mohammad Sulaiman, a été arrêté au cœur du bazar de son district de Chora. Il serait le grand instigateur du supplice. La police afghane est intervenue après une plainte déposée par la Commission indépendante des droits de l'homme d'Afghanistan (AIHRC). "*Il a défiguré une créature de Dieu, et il en était fier*", a déclaré au New York Times le général Juma Gul Himat, le chef de la police de la province d'Uruzgan. L'efficacité de l'intervention de la police afghane en cette affaire est une surprise. Les milliers de cas de violences - dont de nombreuses sont fatales - faites aux femmes en Afghanistan restent en général impunis. Le beau-père aurait-il été ennuyé si Bibi Aisha n'avait fait la "une" du Time ?

La jeune Afghane a appris la nouvelle de Californie où elle a trouvé refuge. La mobilisation internationale en sa faveur lui a permis d'être traitée dans une clinique de la Grossman Burn Foundation. Elle porte désormais un nouveau nez, une prothèse, en attendant une greffe ultérieure. En octobre, à Los Angeles, lors d'un gala de la fondation, Bibi Aisha était rayonnante, collier autour du cou, star de la soirée. Laura Bush et Maria Shriver, l'épouse du gouverneur Arnold Schwarzenegger, étaient là pour la fêter.

Si chacun se réjouit de la rémission de Bibi Aisha, la médiatisation tonitruante dont elle est l'objet suscite le débat, en Afghanistan comme aux Etats-Unis.

Tout ce tumulte fera-t-il réellement avancer la cause des femmes afghanes ?

Un double malaise se fait jour.

D'abord cette incrimination des talibans dans le forfait.

Quand ils dirigeaient l'Afghanistan entre 1996 et 2001, ces tenants d'une lecture ultra-orthodoxe de l'islam avaient cloîtré les femmes et interdit d'école les filles.

Leur application de la charia (loi islamique) était particulièrement violente. Leur bilan calamiteux en la matière est connu.

Mais est-il besoin de leur imputer la moindre violence commise contre les femmes en Afghanistan ? L'intégrisme s'est propagé ces dernières années jusqu'au cœur même du régime du président Hamid Karzaï, qui compte parmi ses alliés des ex-seigneurs de la guerre, à l'idéologie aussi obscurantiste que celle des résistants. Dans l'affaire de Bibi Aisha, une enquête d'AIHRC a conclu, lundi 6 décembre, que son supplice relevait de la violence familiale - les fameux "crimes d'honneur" de la société pachtoune - et n'avait rien à voir avec une instruction expresse du mouvement des résistants.

Bien sûr, cela n'allège en rien l'inquiétude d'un retour au pouvoir des résistants. Les associations de défense des droits humains, qui tissent à Kaboul un embryon de citoyenneté, s'en alarment ouvertement. La secrétaire d'Etat Hillary Clinton a multiplié ces derniers mois les déclarations rassurantes. Elle a affirmé avec force que la "ligne rouge" de la Constitution afghane, protectrice des droits civils (sur le papier), ne saurait être franchie en cas de futures négociations avec les résistants. L'implication personnelle de Mme Clinton est sincère, mais ce qui commence à susciter l'embarras - jusqu'aux Afghans éclairés -, c'est la petite musique de la propagande de Washington en train de monter.

Là est le second malaise. Et il s'est épaissi avec la publication en mars par WikiLeaks - encore eux ! - d'un document secret de la CIA recommandant l'exploitation de la question des femmes en Afghanistan, notamment auprès des opinions publiques européennes. "*Les femmes afghanes, conseille le texte, pourraient servir de messagers idéaux pour humaniser le rôle de l'OTAN dans son combat contre les résistants.*" Le document suggère de "*créer des occasions médiatiques*" permettant aux femmes afghanes d'évoquer "*leurs aspirations pour l'avenir et leurs craintes d'une victoire des résistants*". La cible du "*message*", précise le texte, devrait être principalement "*les femmes françaises et allemandes*" qui, selon des sondages étudiés par la CIA, seraient plus hostiles à la guerre que le public masculin.

Il n'est pas sûr que les Américains servent de cette manière la noble cause des femmes afghanes. Le soupçon [sic! juste un soupçon..] de la manipulation est en train de s'instiller, tel un poison. Le mieux que les médias aient désormais à faire, c'est de continuer à donner la parole aux "femmes afghanes". Sans vouloir s'en servir de "messagers". Et en ignorant le reste.

LE MONDE |
10.12.10

2 Les Brèves

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

2-1 Pour les guerres, aucune restriction de budget.

Armes high-tech
par Manlio Dinucci

Elle a fait le tour du monde, l'information qu'à Londres, des étudiants « violents » ont attaqué la voiture du prince Charles et consort quand, le 9 décembre, le parlement britannique a décidé de tripler les taxes universitaires à cause de « restrictions de budget ».

Ce qui n'a pas fait la une, par contre, une semaine après seulement, c'est qu'on a lancé aux chantiers de la société Bae Systems à Barrow-in-Furness, un autre sous-marin nucléaire qui a coûté 2 milliards de dollars. C'est le second de la nouvelle classe Astute, fourni à la Royal Navy, qui en recevra cinq autres. Son nom, « Ambush » (Embuscade) est tout un programme : doté d'un réacteur nucléaire qui pourrait alimenter en énergie toute une ville, il peut rester en immersion pendant des mois, et, avec son radar et son sonar, repérer des objectifs à plus de 5 Kms de distance, et les frapper avec ses missiles de croisière à tête conventionnelle ou nucléaire.

Pour des systèmes d'alarme comme celui-ci on trouve l'argent, en maintenant la dépense militaire britannique au 4ème rang mondial. Il en va de même dans les autres pays de l'OTAN (Italie comprise), dont la dépense militaire totale est montée à environ 1.000 milliards de dollars annuels, équivalents aux deux tiers de la dépense militaire mondiale.

Les locomotives de la nouvelle course aux armements sont les Etats-Unis. Le 1er décembre, la US Navy a expérimenté un railgun (canon à induction électromagnétique) qui a détruit un objectif situé à 200 Kms, par l'impact cinétique d'un projectile de métal plein lancé à une vitesse de 3 Mach (6.000 Kms/heure).

La US Army par contre annonce avoir expérimenté avec succès « le laser militaire le plus puissant du monde », réalisé par la société Northrop Grumman. Il sera employé sur le champ de bataille, à bord de véhicules spéciaux, pour aveugler les senseurs des systèmes de visée non moins que les soldats ennemis : et cela bien qu'une convention de 1995 interdise l'usage d'armes laser aveuglantes.

Pendant ce temps la technologie laser a permis de réaliser un nouveau lance-grenades qui « change les règles du jeu » en Afghanistan. C'est une arme portable, appelée XM25, qui « tue les ennemis même quand ils sont à l'abri d'un mur » : le viseur laser calcule la distance exacte de l'objectif, pour que les projectiles à fragmentation dotés de microchip explosent sur la tête de ceux qui sont derrière le mur (on verra plus tard si ce sont des combattants ou des civils). Les premiers lance-grenades « intelligents » viennent juste d'être remis aux régiments en Afghanistan, qui sous peu en recevront 12.500 (au prix de 30.000 dollars l'unité).

La US Air Force aussi est en train d'accumuler les records. Le 3 décembre, elle a annoncé le retour de l'espace, après une mission de 220 jours, du mini-shuttle X-37B, réalisé par Boeing. C'est le premier véhicule orbital qui, sans équipage à bord, est en mesure d'opérer dans l'espace et de rentrer automatiquement à terre. Ses applications militaires sont multiples : il peut détruire les satellites de l'adversaire avant l'attaque et amener dans l'espace de futures armes laser ou à impact cinétique, ainsi que des têtes nucléaires.

On accélère ainsi la course aux armements high-tech, avec la contribution déterminante de scientifiques et dans le silence complice de quasiment tout le monde scientifique.

Manlio Dinucci est géographe.

Edition de dimanche 19 décembre 2010 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

www.Mondialisation.ca

© Copyright Manlio Dinucci, Il manifesto, Le 19 decembre 2010

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=22463>

2-2 Gates cherche une nouvelle équipe pour les assassinats ciblés.

Le secrétaire à la Défense Robert Gates s'apprêterait à nommer un nouvel assistant pour les Opérations spéciales, les Conflits de basse intensité et les Moyens interdépendants : le Michael A. Sheehan.

Le colonel Sheehan est un spécialiste de longue date des assassinats ciblés. Il s'est notamment illustré dans l'armée de terre au Panama et au Salvador sous uniforme US, puis en Somalie et à Haïti sous casque bleu. Il passa au civil et fut nommé ambassadeur itinérant pour le contre-terrorisme, puis directeur adjoint des Forces de maintien de la paix des Nations Unies.

Il pourrait être secondé dans ses nouvelles fonctions par Mark Lippert, l'ancien conseiller militaire du sénateur Barack Obama, puis adjoint du conseiller national de sécurité du président Obama. Lippert, termine une année de formation qui l'a éloigné des arcanes du pouvoir.

John Nagl je joindrait à cette équipe. Le colonel Nagl est un des intellectuels qui entourent le général David Petraeus. Il préside aujourd'hui le Center for a New American Security.

La fonction d'Assistant secrétaire à la Défense pour les Opérations spéciales, les Conflits de basse intensité et les Moyens interdépendants consiste principalement à planifier les missions commando secrètes et les attaques par drone, afin d'assassiner des « cibles militaires », n'importe où dans le monde.

Obama a augmenté les moyens et le nombre de « missions noires » par rapport à ses prédécesseurs. Il les a étendu à 75 Etats (contre 60 pour Bush .Jr.). le meurtre tous azimuts permettant d'éliminer à moindre frais les

oppositions à l'impérialisme.

- Sur la théorie des assassinats ciblés dans le cadre des opérations de contre-insurrection, lire « Opération Phénix », par Arthur Lepic, Réseau Voltaire, 16 novembre 2004 <http://www.voltairenet.org/article15519.html>

- « Obama augmente les assassinats ciblés », Réseau Voltaire, 5 juin 2010

<http://www.voltairenet.org/article165698.html>

Réseau Voltaire, 5 janvier 2011

<http://www.voltairenet.org/article168011.html>

2-3 L'Iran bloque le transit de carburant.

L'Iran bloque le transit de carburant via son territoire vers l'Afghanistan, a déclaré mercredi Khan Jan Alokozai, vice-président de Chambre de Commerce et d'Industrie afghane (CCI), cité par la radio locale Salam Watandar. Selon M.Alokozai, depuis déjà plus de deux semaines, quelque 1.600 camions-citernes chargés de carburant ne peuvent traverser le territoire iranien, leur passage étant bloqué par les forces de sécurité iraniennes.

Ce carburant a été acheté par des hommes d'affaires afghans en Irak et au Turkménistan pour les consommateurs ordinaires, a indiqué le représentant de la CCI. Selon lui, les autorités iraniennes bloquent le transit de carburant qu'elles croient destiné aux troupes des Etats-Unis et de l'Otan en Afghanistan même si Téhéran n'a toujours pas donné officiellement la raison de ce blocus.

D'après la CCI d'Afghanistan, ce blocus a déjà provoqué une augmentation d'environ 25% du prix du carburant au marché intérieur.

22/12/2010

RIA Novosti.

Alexandr Uriev

2-4 Guantanamo : Les Brèves

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage ce point de vue, mais doit être vu comme information.

1 La Maison Blanche : le camp de Guantanamo ne sera pas fermé.

Le porte-parole de la Maison Blanche Robert Gibbs a assuré dimanche que la prison de Guantanamo ne fermerait pas "avant un certain temps", renvoyant la balle dans le camp républicain pour "travailler sur cette question avec l'administration". "Ça ne va certainement pas fermer le mois prochain", a déclaré M. Gibbs sur CNN, en référence à l'année de retard maintenant prise par l'administration américaine sur la fermeture de la prison ordonnée pour le 22 janvier 2010 par Barack Obama au lendemain de son arrivée à la Maison Blanche. Une fermeture prochaine "dépendra de la volonté des Républicains de travailler avec l'administration sur cette question", a-t-il résumé. Le président américain Barack Obama avait signé un décret le 22 janvier 2009 pour que la prison soit fermée dans l'année, mais le Congrès l'en a empêché, interdisant notamment toute venue de prisonniers sur le sol américain pour autre chose que leur procès.

28/12/2010

<http://french.irib.ir>

3 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Manlio Dinucci : Escalade high-tech en Afghanistan.

A la cérémonie funèbre du soldat italien tué il y a quelques jours en Afghanistan, pendant laquelle l'archevêque militaire a défini la mission en Afghanistan de « *solidarité humaine* », ont participé les plus hauts représentants de la majorité et de l'opposition.

Parfaite unanimité de la part de ce monde politique qui, dans une décision bipartisane, a envoyé les soldats italiens tuer et mourir en Afghanistan. Qu'une guerre soit en cours là bas, l'establishment et l'appareil médiatique ne le découvrent que quand des soldats italiens sont tués ou blessés. Le reste n'est que silence.

Il suffit par contre de parcourir les comptes-rendus officiels du Pentagone pour avoir le cadre réel de ce qui se passe en Afghanistan.

Depuis que le président Obama a mis aux commandes de l'opération le général David Petraeus, pour remplacer en juin dernier le général Stanley McChrystal qui avait critiqué la Maison Blanche sur la conduite de la guerre, l'offensive des forces des USA/ OTAN s'est intensifiée. L'aviation a effectué en 2010 plus de 30 mille opérations d'« *appui aérien rapproché* » et, au second semestre, le nombre des attaques avec bombes et missiles a doublé à environ 1.000 par mois. On a aussi intensifié l'usage des avions sans équipages, en particulier les MQ-9 Reaper armés de missiles et de bombes à direction laser, contrôlés par un pilote et un technicien de senseurs

installés à une console à 12 mille Kms de distance, au Nevada. Le parachutage de matériel de guerre pour les troupes a quasiment doublé, atteignant environ les 250 mille quintaux annuels.

Malgré l'annonce par la Maison Blanche de vouloir commencer à retirer ses propres troupes en juillet, on continue à potentialiser la base aérienne de Bagram : avec un personnel de plus de 30 mille militaires (le double d'il y a deux ans), elle fonctionne comme centre de commandement et hub logistique. Il en va de même dans la base aérienne de Kandahar, pour la potentialisation de laquelle l'OTAN a alloué un demi milliard de dollars. Bases mineures et avant-postes compris, les forces USA/OTAN disposent en Afghanistan d'environ 700 bases, dont 300 mises à disposition des forces gouvernementales afghanes.

A Mazar-e-Sharif, au nord du pays, est en construction (avec un investissement de 100 millions de dollars) le quartier général des forces pour les opérations spéciales, dont l'utilisation a fortement augmenté : selon le bilan officiel, dans les trois derniers mois, environ 2.500 « résistants » ont été tués ou capturés. Pour ces opérations secrètes sont employées les technologies les plus avancées : comme des scanners pouvant repérer une personne derrière une paroi ou dans un souterrain.

Le Pentagone est en train de réaliser en même temps un fichage de masse de la population, avec une technique d'identification biométrique. L'appareil le plus utilisé, un scanner qui photographie l'iris de l'œil, avait déjà été employé pour fichier la population de Fallujah en Irak. Avec cette technique, environ 400 mille Afghans ont déjà été fichés, et leur nombre atteindra plus d'un million et demi au mois de mai. Ils vont s'ajouter aux millions de personnes du monde entier (parmi lesquels environ deux millions d'Irakiens) déjà fichés par le Pentagone, dont les bases de données sont séparées de celles du FBI.

Chaque personne est classée comme amie ou ennemie des Etats-Unis, fiable ou suspect. Et ainsi, quand elle est arrêtée et son œil scannerisé, son destin est automatiquement décidé par le fichier du Pentagone.

Edition de mercredi 5 janvier 2012 de il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

3-2 Dexter Filkins, Via l'aide américaine, des chefs de guerres construisent l'empire afghan.

L'Afghanistan est un pays en guerre, mais c'est également un pays dévoré par la corruption et le trafic de drogue. L'exemple d'Ahmed Wali Karzai, [frère du président afghan et trafiquant de drogue notoire](#), qui est un allié de la CIA avant le 11-Septembre et le gouverneur de la province hautement stratégique de Kandahar est loin d'être un cas isolé. [Un rapport de l'ONU](#) estime ainsi que chaque année, la corruption atteint le montant astronomique de 2,5 milliards de dollars, ce qui représente environ un quart de l'économie de ce pays pauvre. Dans ce jeu triangulaire auquel participent à la fois le gouvernement afghan soutenu par l'OTAN, les Résistants et les Seigneurs de guerre locaux, la frontière entre la légalité et l'illégalité n'a jamais été aussi ténue, et certains en profitent pour tirer leur épingle du jeu.

Dexter Filkins(*), correspondant de guerre pour le *New York Times* et [lauréat du Prix Pulitzer en 2009](#), nous dresse ici le portrait de Matiullah Kahn, l'un de ces Seigneurs de guerre (*War Lords* en anglais) qui, en jonglant avec les amitiés, a su se rendre indispensable aux yeux de la Coalition, tout en mettant en évidence la faiblesse des autorités locales. Ce ne serait que trop simple si ces mêmes Seigneurs de guerre, profitant de la faiblesse de l'Etat central, n'étaient pas eux-mêmes très proches de membres influents du gouvernement, voire de la famille même du président mis en place par l'OTAN. C'est dans cette confusion générale que semble se trouver le nœud du problème que constitue le trafic de drogue en Afghanistan, et que réside le drame qui continue de tirer ce pays vers l'abyme.

Pour ces raisons et pour les fausses justifications ayant mené à cette guerre suite au 11 septembre 2001, les questions que nous continuons de poser, comme toutes les autres associations pacifistes sont les suivantes : que fait notre armée là-bas ? Quels intérêts y sert-elle et jusqu'à quand ?

Via l'aide américaine, des chefs de guerres construisent l'empire afghan

Dexter Filkins,

le 5 juin 2010

[New York Times](#),

Dexter Filkins est un correspondant de guerre américain pour le New York Times. Il est l'auteur du livre "The Forever war" qui est paru en français aux Éditions Albin Michel sous le nom "La guerre sans fin" (*). Ce livre est basé sur les reportages qu'il a effectués en Afghanistan et en Irak depuis 1998.

16 décembre, 2010 by Antho

Traduction Antho pour ReOpenNews

3-3 Dexter Filkins : Tirin Kot, Afghanistan.

L'homme le plus puissant de cette étendue de terre aride du sud de l'Afghanistan n'est pas le gouverneur de la province, ni le chef de la police, et encore moins le commandant de l'armée afghane.

Il s'agit de Matiullah Khan, le patron d'une armée privée qui a gagné des millions de dollars en surveillant les convois de provisions de l'OTAN et en combattant les résistants aux côtés des Forces Spéciales Américaines. En un peu plus de deux ans, M. Matiullah (un illettré, ancien chef de patrouille autoroutière,) est devenu plus puissant que le gouvernement de la province de Orozgan, non seulement en s'emparant de son rôle en matière de sécurité, mais aussi, comme l'expliquent ses rivaux, en usurpant ses autres fonctions, comme la nomination de fonctionnaires et la redistribution des aides de l'Etat.

Ses combattants effectuent des missions avec les officiers des Forces Spéciales Américaines. Lorsque des fonctionnaires afghans se sont opposés à lui, il les a soit rabroués, soit mis de côté.

« *Orozgân était l'endroit le plus dangereux d'Afghanistan, à présent c'est l'endroit le plus sûr* » déclara M. Matiullah lors d'une interview dans sa demeure, là où chaque jour des gens viennent lui rendre hommage, espérant de l'argent et de l'aide. « *Que devrions-nous faire?* »

Les fonctionnaires sont des lâches et des voleurs ».

M. Matiullah est un des Seigneurs de guerre semi-officiels qui sont apparus à travers l'Afghanistan ces derniers mois, alors que les officiers américains ou ceux de l'OTAN essaient de soutenir – si ce n'est supplanter – des forces régulières afghanes inefficaces dans la bataille contre l'insurrection talibane.

Dans certains cas, ces hommes forts ont restauré l'ordre, bien que cela ait affaibli les institutions que les Américains s'emploient à renforcer : les structures gouvernementales, comme les forces de police et les administrations provinciales qui sont supposées être un jour assez fortes pour permettre aux Américains et aux autres troupes de partir.

Dans d'autres endroits à travers le pays, les gangsters afghans sont apparus sur le devant de la scène en tant que chefs de compagnies de sécurité privées ou chefs de milices, indépendantes de tout contrôle gouvernemental. Dans ces cas-là, les Seigneurs de guerre ont non seulement émergé de l'anarchie, mais ils ont aussi contribué à la répandre.

Pour les Américains, qui s'empressent de sécuriser le pays afin de respecter la date butoir fixée par le [président Obama](#), l'émergence de tels gangsters est vue comme un moindre mal, en dépit du fait que beaucoup d'entre eux sont compromis. Dans le cas de M. Matiullah, les commandants américains semblent avoir mis de côté le fait qu'il soit lié aussi bien au trafic de drogue qu'aux résistants.

« *Les institutions du gouvernement, en matière sécuritaire et militaire ne sont pas encore assez fortes pour apporter la sécurité* » explique le [général de division Nick Carter](#), commandant des forces de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan. « *Mais cette situation n'est pas tenable et doit être résolue* ».

Beaucoup d'Afghans disent que les Américains et leurs partenaires de l'OTAN font une grave erreur en tolérant ou en encourageant les Seigneurs de guerre comme M. Matiullah. Ces Afghans craignent que les Américains laissent derrière eux un gouvernement afghan trop faible pour faire son travail, et des bandits ne disposant d'aucun soutien populaire.

« *Matiullah est un type illettré qui utilise le gouvernement pour ses propres intérêts,* » affirme Mohammed Essa, un chef tribal de Tirin Kot, la capitale de la province de Orozgân. « *Une fois les Américains partis, il ne durera pas. Ensuite, que se passera-t-il ?* ».

La construction d'une fortune

M. Matiullah ne ressemble guère aux Seigneurs de guerre âgés et bedonnants issus des précédentes guerres afghanes. Grand et fin, il porte un turban en soie noire et il lève le petit doigt lorsqu'il s'exprime pour faire une remarque. L'armée de M. Matiullah est elle-aussi un mélange peu courant, une entreprise privée en plein essor couplée à une milice financée par le gouvernement.

Sa principale tâche – et sa principale ressource financière – est de sécuriser l'autoroute aux allures chaotiques reliant Kandahar à Tirin Kot dans le cadre des convois de l'OTAN. Un jour par semaine, M. Matiullah déclare ouverte l'autoroute longue de 160 km, et il y déploie ses hommes de main tout le long. L'autoroute traverse une zone de forte présence talibane.

M. Matiullah maintient la sécurité sur l'autoroute, et il est très bien payé pour le faire. Il facture à l'OTAN 1 200\$ pour le passage d'une cargaison, ou 800\$ pour les plus petites, nous explique un de ses assistants. Ses revenus, toujours selon ses assistants, se montent à 2,5 millions de dollars, une somme astronomique dans un pays aussi pauvre que celui-ci.

« *Ce serait du suicide que de prendre cette route sans les hommes de Matiullah* » témoigne Mohammed, un chauffeur transportant des tas de sacs de sable et du matériel d'éclairage à destination de la base hollandaise de Tirin Kot. Le gouvernement afghan prend lui-même en charge une grande partie des dépenses de M. Matiullah. Selon les termes d'un arrangement avec le ministère de l'Intérieur, le gouvernement paie environ 600 des 1500 hommes de main de M. Matiullah, y compris M. Matiullah lui-même, en dépit du fait que ses forces ne sont pas sous le contrôle du gouvernement.

« *Le gouvernement a essayé de le stopper, et quand il a réalisé qu'il ne pouvait pas, ils ont accepté de payer ses hommes* » explique Martine van Bijert, la co-directrice du [Afghanistan Analysts Network](#), une organisation indépendante. Les commandants de l'OTAN disent payer à contrecœur M. Matiullah (et d'autres) pour ses services, car ils n'ont aucun autre moyen de faire transiter leurs convois à travers un territoire dangereux. Utiliser leurs hommes pour cela les éloignerait de leurs autres tâches, nous expliquent-ils.

Le soutien américain

Mais le rôle de M. Matiullah dépasse le simple cadre des affaires. Sa milice a été choisie par les officiers des Forces Spéciales U.S. pour obtenir des renseignements et combattre les résistants. Les quartiers de M. Matiullah se trouvent à environ 150 mètres de la base des Forces Spéciales à Tirin Kot. Un officier des Forces Spéciales, qui a accepté de parler anonymement au sujet de M. Matiullah, explique que son unité entretient une relation très avancée avec M. Matiullah. « *Matiullah est le meilleur ici* » déclare l'officier.

Avec les millions de l'OTAN et le soutien américain, M. Matiullah est devenu la force politique et économique la plus importante de la région. Il estime que les salaires qu'il distribue bénéficient à près de 15 000 personnes dans cette province pauvre. Il a construit 70 mosquées avec son propre argent, a distribué des bourses scolaires à

Kaboul, et a commencé à tenir des réunions hebdomadaires avec les chefs tribaux de la région. Sa nouvelle entreprise se charge de briser de la pierre pour vendre du gravier aux bases de l'OTAN. Cela a irrité certains leaders locaux, qui avancent que la ligne séparant les intérêts commerciaux de M. Matiullah et ceux du gouvernement a disparu.

« *Quelle loi dit qu'un officier de police peut posséder une compagnie de sécurité privée?* » demande Juma Gul Hermat, le chef de la police d' Orozgan, dont le bureau est à quelques centaines de mètres de celui de M. Matiullah.

« *J'ai alerté de nombreuses fois M. Matiullah au sujet de ses affaires illégales, explique-t-il. Mais tant que les Américains sont derrière lui, il n'y a rien que je puisse faire. Ce sont eux qui ont l'argent* ».

Aussi bien le général Carter que Hanif Atmar, le ministre afghan de l'Intérieur disent qu'ils espèrent démanteler la milice de Matiullah au plus vite – ou, au moins, la transférer sous contrôle gouvernemental formel. La milice de M. Matiullah fait partie d'un ensemble d'au moins 23 compagnies de sécurité privées travaillant dans le secteur, sans licence ni aucune supervision gouvernementale.

Le général Carter explique qu'il n'a aucune preuve directe au sujet de M. Matiullah, mais il exprime une plus grande inquiétude quant au fait que ces nombreuses compagnies de sécurité irrégulières afghanes aient un intérêt financier à voir le chaos se prolonger. Dans le cas de M. Matiullah, cela impliquerait l'attaque de personnes refusant d'utiliser ses services de sécurité, ou d'engager les Résistants pour le faire. Certains locaux avancent que M. Matiullah a fait les deux, mais ils ne parleront pas publiquement par peur de représailles.

« *Passent-ils des accords et paient-ils des gens pour perpétrer de telles attaques? Je ne suis pas au courant de cela* » dit le général Carter.

Au court de l'automne dernier, M. Atmar convoqua M. Matiullah à son bureau et lui expliqua qu'il voulait donner à son armée une licence et un contrat gouvernemental. Le Seigneur de guerre quitta la pièce.

« *Je lui ai dit que ce sont mes hommes qui se battent et qui meurent, se défendit Matiullah. Les gens de Kaboul veulent voler cet argent* ».

Selon M. Atmar, M. Matiullah est à la source d'autres problèmes, aliénant des membres de tribus afghanes autres que la sienne. Il a aussi commencé à faire payer les Afghans pour utiliser l'autoroute.

« *Les structures gouvernementales parallèles créent un problème pour l'Etat de Droit,* » continue M. Atmar. Le long de l'autoroute reliant Kandahar à Tirin Kot, nombreux sont les hommes de Matiullah qui conduisent des véhicules et portent des uniformes de la police afghane. Des posters de M. Matiullah sont accrochés sur leur pare-brise.

« *Il n'y a aucun doute à ce sujet – le peuple d'Orozgan aime Matulliah!* » dit Fareed Ayel, un des officiers de Matulliah sur la route. « *Les gens du gouvernement ne sont pas honnêtes* ».

Comme de nombreux hommes de Matulliah, M. Ayel a quitté la police pour rejoindre sa milice, où il bénéficie d'un meilleur salaire.

En fait, beaucoup de gens à Tirin Kot louent M. Matulliah pour la dureté de ses combattants et pour avoir permis à la route de rester ouverte. Matiullah affirme avoir perdu près de 100 hommes lors de combats contre les Résistants. Récemment, lui et plusieurs de ses combattants ont accompagné les Forces Spéciales américaines à Geezab, où les Résistants ont été délogés après six ans de présence.

Mais des doutes subsistent au sujet de M. Matulliah, en particulier à propos de ce qu'il fait lorsque les officiels américains et afghans sont ailleurs. Un rapport des renseignements américains préparé pour les haut gradés américains au printemps dernier a dressé la liste des nombreux associés d'[Ahmed Wali Karzai](#). Le demi-frère du président et le président du Conseil provincial de la province de Kandahar étaient suspectés de prendre part au trafic de l'opium. Le rapport citait M. Matiullah comme un des suspects, mais ne fournissait que peu de détails. Un ancien fonctionnaire haut placé dans le gouvernement de Kandahar, qui parle sous anonymat par peur de représailles de la part de Matulliah et des Karzai, dit qu'il pense que M. Matulliah facilitait le transport de drogue sur l'autoroute menant à Kandahar.

« *Je n'ai jamais pu regarder à l'intérieur de ces camions, mais si j'avais pu, je suis presque certain de ce que j'y aurai trouvé* » dit-il.

En dépit de ses relations avec les Forces Spéciales, M. Matulliah fut suspecté de jouer un double rôle avec les Résistants. Interrogé plus tôt cette année au sujet de Matulliah, un officier militaire américain à Kaboul admit que M. Matulliah était suspecté d'entretenir une relation avec les résistants. Il s'exprime sous anonymat, car cela concerne des questions liées aux renseignements.

Interrogé de nouveau récemment, le même officier a déclaré que M. Matulliah était suspecté de participer au trafic de drogue. Il n'a fourni aucun détail. Le jour suivant, après avoir consulté des officiers des renseignements, il a déclaré que M. Matulliah était un allié digne de confiance. « *Leur évaluation à son sujet a changé* » a-t-il expliqué. M. Matiullah nie tout contact avec les résistants ou les trafiquants de drogue. « *Jamais* » affirme-t-il.

Comme de nombreux leaders afghans proches des Américains, M. Matulliah a émergé suite à la chute des Résistants en 2001, lorsque les Américains avaient désespérément besoin d'alliés. En quelques années, M. Matulliah est devenu le chef de la Police autoroutière de la province d' Orozgan.

En 2006, en raison de soupçons concernant l'implication de cette unité de police dans le trafic de drogue, elle fut supprimée.

« *La police autoroutière était une sorte d'énorme opération de trafic de drogue* » affirme un diplomate occidental, qui était basé ici lorsque cette décision fut prise par le président Karzai.

L'armée de M. Matulliah est une composante de la myriade de milices et de compagnies de sécurité, nombre d'entre elles étant irrégulières, non déclarées, et loyales envers Ahmed Wali Karzai, qui est largement connu pour

être l'homme le plus puissant du sud de l'Afghanistan. « Ahmed Wali Karzai est mon ami, un ami proche » déclarait M. Matulliah plus tôt cette année, proposant même au journaliste présent de le joindre par téléphone. Lors d'une seconde et plus récente interview, M. Matulliah déclara que lui et M. Karzai n'entretenaient aucune sorte de relation.

Ahmed Wali Karzai et Matulliah sont tout deux des associés de Jan Mohammed Khan, un ancien gouverneur de la province d'Orozgân, et beau-père de Matulliah. M. Khan fut expulsé de la province d'Orozgân en 2006 sur l'insistance des Hollandais qui le pensaient connecté au trafic de drogue. Il est à présent conseiller du président Karzai.

Selon ses détracteurs, ces relations permettent à Matulliah de se développer.

« *Matulliah ne fait pas partie du gouvernement, il est plus fort que le gouvernement, et peut faire ce qu'il lui plaît* » dit M. Essa, le doyen tribal ici à Tirin Kot. « *Il est comme le petit frère de Ahmed Wali. Il est protégé par Kaboul* ». Lors d'une récente réunion à l'intérieur des quartiers des Forces Spéciales américaines à Tirin Kot, Matulliah fut approché par un vieux mendiant afghan, qui, boitillant, se mit au garde à vous et salua Matulliah à la façon des militaires. Sans hésiter – en fait sans même regarder – Matulliah sortit une liasse de billets de sa poche et la mit dans la main flétrie du vieil homme.

« *Longue vie à Matulliah, tu es le meilleur* » s'enthousiasma le vieil homme.

« *Ok, Ok, répondit Matulliah, je suis occupé maintenant* ».

Dexter Filkins (avec la contribution de Sangar Rahimi)

New York Times,

le 5 juin 2010

mise en page et illustration par GV

Note ReOpenNews : (*) Dexter Filkins est l'auteur de l'ouvrage "The Forever War" qui est paru en français en 2008 aux Éditions Albin Michel sous le nom "La guerre sans fin"

<http://www.reopen911.info/News/2010/12/16/via-laide-americaine-des-chefs-de-guerres-construisent-lempire-afghan/>

3-4 Guantanamo : Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1 [Guantanamo ne sera pas fermée de sitôt...](#)

La Maison Blanche a annoncé que l'administration américaine ne sera pas en mesure de fermer le centre de détention de Guantanamo dans un proche avenir, malgré la promesse d'Obama.

Cette prison ne sera certainement pas fermée le mois prochain. Je pense que cela demande encore un certain temps," a déclaré Robert Gibbs dimanche. Il a également suggéré que la présence renforcée des républicains au Congrès rendra plus difficile la fermeture de la prison. L'une des promesses électorales d'Obama était la fermeture de Guantanamo. Cette prison a été mise en place, en 2002 par la marine américaine pour y transférer les personnes soupçonnées être liées aux activités terroristes hors du territoire américain. De nombreux rapports sur les mauvaises conditions carcérales à Guantanamo, ont suscité de vives critiques contre l'administration Obama, à l'intérieur et hors des frontières américaines, notamment chez les organisations des droits de l'Homme.

27/12/2010

<http://french.irib.ir> [Guantanamo: les USA préparent un texte formalisant les détentions illimitées !!!](#)

La Maison Blanche a rédigé une ébauche de décret présidentiel qui formaliserait la détention illimitée de certains prisonniers de Guantanamo, tout en les autorisant à contester leur incarcération, a indiqué un responsable mardi. Ce décret concernerait notamment les prisonniers suspectés d'activités terroristes détenus à Guantanamo que l'administration américaine juge trop dangereux pour les libérer, a souligné ce responsable sous couvert d'anonymat.

Le document n'a cependant pas encore été soumis au président Barack Obama et est donc encore loin d'entrer en application.

Le décret prévoit également un examen périodique du statut des détenus qui ne peuvent être jugés par des tribunaux fédéraux ou des commissions militaires.

Quelque 174 personnes sont toujours détenues dans la prison de Guantanamo, sur la base navale américaine du même nom à Cuba. Le président Obama avait promis de fermer la prison avant janvier 2010. Mais devant l'opposition du Congrès qui a interdit tout transfèrement de prisonniers aux Etats-Unis, sauf pour leur procès, il a dû y renoncer.

22/12

<http://www.almanar.com.lb>

2 La nouvelle politique relative aux prisonniers en Afghanistan pourrait bafouer le droit international.

Les prisonniers détenus par la Direction nationale de la sécurité afghane risquent d'être torturés.

Le gouvernement australien vient d'annoncer la mise en place de sa politique de transfert des prisonniers qu'il détient en Afghanistan aux autorités afghanes et américaines – mais ces dispositions pourraient bien violer le droit international, a mis en garde Amnesty International mardi 14 décembre.

Le 14 décembre, le ministre australien de la Défense, Stephen Smith, a annoncé qu'un accord avait été conclu concernant la gestion des prisonniers : les prisonniers dits « à haut risque » sont remis aux États-Unis, les détenus « à faible risque » aux autorités afghanes et les autres libérés.

« Le transfert des détenus aux forces américaines et afghanes soulève de vives préoccupations quant à d'éventuelles atteintes aux droits humains, a indiqué Sam Zarifi, directeur du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Les États-Unis continuent de maintenir en détention des prisonniers qui ne bénéficient pas de procédures judiciaires équitables. Quant à la Direction nationale de la sécurité afghane, qui gère certains centres de détention, elle est bien trop souvent mise en cause dans des récits inquiétants faisant état de torture et de mauvais traitements. »

En faisant cette annonce, Stephen Smith officialise les dispositions en vigueur entre les trois pays depuis le retrait prévu des forces néerlandaises de la province de l'Uruzgan le 1er août 2010. Jusqu'à cette date, les troupes néerlandaises assumaient la responsabilité des détenus capturés par la Force de défense australienne.

« C'est un retour en arrière concernant le traitement des prisonniers en Afghanistan, a déclaré Sam Zarifi. Plusieurs membres influents de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), dont les Pays-Bas, avaient mis en place des garanties afin que les détenus ne soient pas remis aux autorités des États-Unis et avaient reconnu les réels problèmes s'agissant de la Direction nationale de la sécurité afghane. Cet accord semble démontrer que les Australiens n'ont pas tiré d'enseignement des amères leçons du passé. »

D'après le ministère australien de la Défense, l'Australie a appréhendé plus de 300 détenus en Afghanistan depuis le 1er août, qui étaient incarcérés dans un centre provisoire à Tarin Kowt, en Uruzgan. La majorité d'entre eux ont par la suite été relâchés, mais 64 ont été remis aux forces américaines et afghanes – à ces dernières pour la plupart.

En les plaçant sous la responsabilité de la Direction nationale de la sécurité, qui risque de les soumettre à des actes de torture ou à d'autres mauvais traitements, l'Australie pourrait bien violer ses obligations internationales qui lui imposent de protéger toute personne contre de tels traitements. En effet, le droit international interdit rigoureusement aux États de remettre des détenus à des autorités qui leur feraient courir ce risque.

Selon Stephen Smith, le gouvernement australien s'est fié aux assurances données par les gouvernements afghan et américain selon lesquelles les détenus seraient traités correctement et aux « dispositions officielles » incluant, a-t-il affirmé, des contrôles effectués par le Comité international de la Croix-Rouge et des visites de sites par des responsables australiens.

« Les assurances diplomatiques qui, selon l'Australie, étayent cet accord doivent être prises en considération avec une extrême prudence, au regard du bilan désastreux des gouvernements américain et afghan s'agissant des mauvais traitements infligés aux détenus, a conclu Sam Zarifi. Nous avons besoin de réponses beaucoup plus claires quant à la nature des directives relatives à la gestion des détenus annoncées par le gouvernement australien. »

En juin 2010, une Haute Cour britannique a imposé des restrictions strictes au transfert par les forces britanniques de prisonniers dans des centres de détention afghans, particulièrement dans les centres gérés par la Direction nationale de la sécurité. Il a été signalé à la cour que des détenus avaient subi toute une série d'atteintes aux droits humains, notamment des coups, des électrocutions, le maintien dans des positions douloureuses et la privation de sommeil.

14 décembre 2010

<http://www.amnesty.org/fr/news-and-updates/australia-new-afghan-prisoner-policy-could-violate-international-law-2010-12-14>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 L'appui matériel à la résistance afghan est une « activité terroriste »...

La Cour d'appel a avalisé la conclusion du juge d'instance que les actions de Momin Khawaja, qui se voulaient un appui matériel à la résistance armée en Afghanistan, constituaient une « activité terroriste ».

Le juge avait dit notamment : « Il me semble que ce n'est pas matière à débat que ceux qui appuient les hostilités armées d'résistants contre la population civile, le gouvernement et les forces du gouvernement et de la coalition qui cherchent à reconstruire et à maintenir la paix, l'ordre et la sécurité en Afghanistan participent par définition à une activité terroriste. »

Les juges de la Cour d'appel ont résumé comme suit les conclusions du juge d'instance à ce sujet, conclusions qu'il avait formulées avant d'avoir entendu la preuve :

- le gouvernement afghan reconnu par la communauté internationale est soutenu par une coalition de pays occidentaux, dont le Canada, conformément à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ;

- les résistants en Afghanistan mènent une guerre armée contre les forces de la coalition, le gouvernement afghan et la partie de la population afghane qui les appuie ;
- les forces canadiennes ont subi des pertes en vies humaines à cause des combats des résistants en Afghanistan ;
- le but des attaques armées des résistants est d'intimider ceux qui aident ou soutiennent la reconstruction pacifique de l'Afghanistan et de forcer ces personnes à cesser leurs efforts.

Et la cour concluait (au paragraphe 173) :

« Le juge d'instance ne s'est pas trompé lorsqu'il a conclu que ces faits dispersés et évidents sur la nature du conflit en Afghanistan... sont connus et incontestables pour toute personne raisonnable. »

La Loi antiterroriste précise pourtant que sa définition de l'« activité terroriste » n'inclut pas « l'acte - action ou omission - commis au cours d'un conflit armé et conforme [...] au droit international coutumier ou au droit international conventionnel applicable au conflit ».

Ayant conclu qu'il était « connu et incontestable » que la guerre de l'OTAN en Afghanistan est conforme au droit international, la Cour d'appel n'avait qu'un pas à faire pour rejeter l'argument de la défense que les actions de M. Khawaja faisaient partie de cette exception pour les cas de « conflit armé ». Les troupes canadiennes et les autres forces de l'occupation peuvent tuer impunément des civils innocents selon cette loi, mais ceux qui résistent à ces troupes n'ont pas cette impunité.

La cour cite les déclarations de M. Khawaja dans ses communications de « djihad » par Internet, admises comme preuve au procès, que « son intention était de renverser l'ennemi kafir en lui portant coup après coup, par tous les moyens disponibles ou nécessaires pour [forcer le kafir] à retirer ses troupes, pour qu'il ne puisse plus se permettre de faire la guerre [...] et ne puisse plus nous attaquer ou soutenir ceux qui nous attaquent. »

« Ces objectifs, disent les juges de la Cour d'appel (paragraphe 175), répondent parfaitement à l'exigence d'intention dans la définition prévue par la loi de l'activité terroriste. »

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40194.htm#7>

4-2 Retrait des troupes militaires canadiennes de l'Afghanistan.

Pax Christi Montréal souscrit à l'appel du retrait des troupes militaires canadiennes de l'Afghanistan et appuie le retrait du Canada de l'OTAN

Durant le Sommet populaire contre la guerre et le militarisme qui a eu lieu à Montréal du 19 au 21 novembre 2010, plus de 200 participants ont discuté du militarisme et des défis du mouvement pour la paix.

Le Sommet s'est terminé par une Déclaration demandant que les troupes canadiennes se retirent de l'Afghanistan et que le Gouvernement du Canada se retire de l'OTAN. Cette déclaration signée par plus de 70 organisations, dont Pax Christi Montréal, est accessible en français

Déclaration : Pour en finir avec la logique de guerre et de domination !

21 novembre 2010

En tant qu'organismes québécois voués à la défense et à l'élargissement des droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels, ici et partout dans le monde, En tant que citoyennes et citoyens du Québec épris de paix et de justice et soucieux de développer des relations internationales de coopération fondée sur l'égalité et la solidarité,

1. NOUS SOMMES INDIGNÉ-ES

- de la spirale guerrière et antidémocratique dans laquelle le Canada s'enfonce de plus en plus;
- de la participation du Canada, depuis octobre 2001, à une guerre d'occupation en Afghanistan qui sème mort et destruction sous prétexte de lutte pour la démocratie, la sécurité et les droits des femmes dans ce pays et qui s'étend maintenant au Pakistan;
- du vote du Parlement canadien prolongeant cette intervention au moins jusqu'en juillet 2011, à l'encontre de la volonté de la majorité de la population;
- de l'allocation à cette logique guerrière de fonds publics sans cesse croissants (au Canada seulement, 58 millions de dollars par jour en 2009-2010) au détriment des dépenses sociales et d'une véritable aide au développement;
- de la complicité du Canada avec la torture, tant celle des Afghans faits prisonniers dans les combats que celle de certains citoyens canadiens dans des prisons étrangères;
- de la militarisation de la société canadienne qui engendre l'augmentation de la violence, notamment envers les femmes;
- de la campagne de peur axée sur une menace terroriste exagérée pour justifier la guerre et plusieurs mesures de surveillance et de répression qui érodent nos droits et libertés;
- de l'omniprésence des activités de relations publiques de l'armée canadienne dans les grands événements sportifs, sociaux et familiaux et de leurs campagnes de recrutement dans les institutions d'enseignement jusque dans les écoles primaires;
- des conséquences socio-environnementales de plus en plus graves des guerres et des entraînements militaires;
- de la militarisation croissante de l'Arctique, qui va de pair avec des projets économiques néfastes pour l'environnement et la négation des droits des peuples autochtones.

2. NOUS DÉNONÇONS LES « VA-T-EN-GUERRE » ICI MÊME AU CANADA

- les gouvernements canadiens successifs, libéraux et conservateurs, qui nous ont entraînés dans cette dynamique et ont justifié la guerre avec des faux arguments;
- les grands milieux d'affaires – Conseil canadien des chefs d'entreprises en tête – qui n'y voient que des occasions de profits, notamment pour l'industrie militaire;
- les partis politiques qui mettent en oeuvre des politiques guerrières ou qui ne s'y opposent que du bout des lèvres;
- les grands médias qui véhiculent peu l'opposition de la majorité de la population à la guerre et ne présentent pas ses conséquences tragiques pour les populations civiles. *Pour en finir avec la logique de guerre et de domination !*

3. **NOUS REJETONS CATÉGORIQUEMENT** le faux discours de la « guerre contre le terrorisme » et l'implication militaire, directe ou indirecte, du Canada aux côtés des États-Unis dans le cadre d'une politique visant à étendre leur hégémonie à l'ensemble de la planète et caractérisée par : • plusieurs guerres déclenchées et menées en violation du droit international, dont le droit humanitaire international : Kosovo en 1999, Afghanistan en 2001, Irak en 2003, Liban en 2006, Gaza en 2009; et d'autres appréhendées, contre l'Iran et la Corée du Nord, que l'on menace même de frappes nucléaires; • le détournement du Conseil de sécurité qui ne condamne ni ces agressions illégales, ni les crimes de guerre qu'elles entraînent, ni les projets flagrants de mainmise étrangère mis en oeuvre par les agresseurs à l'encontre du droit international; • l'élargissement provocateur de l'OTAN vers l'Est et sa double transformation en tant que bras armé de l'hégémonie étasunienne intervenant partout dans le monde et en tant que mandataire de l'ONU, jetant ainsi un profond discrédit sur l'ONU aux yeux de l'opinion publique mondiale; • les menaces et les plans de déstabilisation à l'égard de certains pays qui refusent de se soumettre au « Nouvel ordre mondial » imposé par les États-Unis; • la relance d'une course aux armements, y compris le développement de nouvelles armes nucléaires et une militarisation accrue de l'espace.

4. **NOUS APPELONS LA POPULATION QUÉBÉCOISE À SE MOBILISER** pour contribuer à renverser cette dynamique mondiale destructrice

en exigeant du Gouvernement du Canada :

- le retrait immédiat des troupes canadiennes de l'Afghanistan; • la réduction importante des dépenses militaires et la tenue d'un vaste débat public sur la politique étrangère canadienne, le rôle de l'armée, l'industrie militaire et le commerce des armes; • la fin du partenariat militaire avec les États-Unis, y compris le retrait du Canada de l'OTAN; • la fin de son discours d'instrumentalisation des droits des femmes et de promotion de la « responsabilité de protéger » pour justifier la guerre et la condamnation ferme de toute intervention non conforme au droit international;

et de la communauté internationale :

- le renouvellement démocratique de l'ONU, notamment par le respect intégral de sa Charte, le renforcement du rôle de l'Assemblée générale et une réforme en profondeur du Conseil de sécurité dont l'abolition du droit de veto;
- l'application de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'implication des femmes dans la prévention et le règlement des conflits ainsi que les processus de paix.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19